

## Faut-il interdire l'accès de tous les Marchés Financiers à la Haute Finance (Zone Euro) ? Partie V : le Marché des Crédits, des Prêts et des Détentions de Créances.

### RAPPEL.

Dans un premier article, intitulé : « *Partie I : chiffrage des Marchés Financiers à fin 2016* », nous avons chiffré l'ensemble des marchés financiers à plus de 24.000 milliards d'euros.

Dans un deuxième article, intitulé : « *Partie II : la Bourse à fin 2016* », nous avons démontré que la Bourse était devenue un marché financier quasiment inutile. Alors que des masses de plusieurs centaines de milliards d'euros sont brassées chaque jour en zone euro pour « remuer » sans cesse le stock des actions existantes, de nouvelles actions ont été émises pour moins de 560 MDE entre fin 2007 et fin 2016 ; et comble de tout, c'est la Haute Finance qui a émis les deux tiers de ces nouvelles actions (364 MDE).

Dans un troisième article, intitulé : « *Partie III : le Marché des Autres Titres à fin 2016* », nous avons relevé que ce marché, dont personne ne parle jamais, représentait presque trois fois (17.548 MDE) l'ensemble des actions cotées au sein des bourses de la zone euro (6.567 MDE). Même constat dans ces analyses que dans les précédentes : la Haute Finance avait émis 36,2% des titres en circulation contre 8,2% pour les entreprises (corporations) et 55,6% pour l'Etat et Collectivités.

**Depuis le Traité de Maastricht, les banquiers sont devenus les intermédiaires obligés des Etats pour le financement des dettes publiques : grâce à cette institutionnalisation de la prédation, les banquiers, les assureurs et leurs clients rentiers pompent plus de 3% (en moyenne Zone Euro) de notre Produit National Brut chaque année.**

Depuis 2008-2010, crise financière oblige, les banquiers se sont désintéressés de ces marchés : ce sont les assureurs et les fonds de pension qui, devenus tellement gros, ont trouvé un « grand intérêt » à « sécuriser » leurs placements dans les Bons d'Etat.

Dans le quatrième article, intitulé : « *Partie IV : le Marché des Changes à fin 2016* », nous avons développé les pratiques cambiales qui risquent de « secouer » la Banque Centrale Européenne dans les prochains mois.

**Nous avons également déterminé le seuil de résistance de l'euro car il ne suffit pas de décréter que l'euro est une mauvaise monnaie (ce qui est le cas) pour programmer son affaiblissement par rapport aux autres monnaies, toutes aussi mauvaises les unes que les autres, et encore moins pour anticiper sa disparition...**

**Il faut en effet « rentrer dans la mécanique » pour comprendre les enchaînements logiques qui risquent de conduire à l'éclatement de la zone euro.**

Ce régime néo-libéral ne survivra pas parce qu'il est incapable de se réformer, nous allons en comprendre la raison principale dans cet article, intitulé : « *Partie IV : le marché des crédits, des prêts et des détentions de créances* ».

### UN MARCHÉ DES CREDITS, DES PRETS ET DES DETENTIONS DE CREANCES ?

Pour les puristes, le fait même de parler de « marché » en évoquant l'activité essentielle des banques de la zone euro sera probablement qualifié de « *non-sens dogmatique* » par nos détracteurs... mais nous assumons toujours nos prises de position en les enrichissant d'analyses en profondeur.

Au premier abord, nos futurs contradicteurs ont raison :

- Les marchés financiers sont des moyens d'approvisionnement en capitaux (essentiellement) à moyen terme et à long terme : en d'autres termes, c'est un marché de **RESSOURCES FINANCIERES** pour tous les emprunteurs de ces marchés.
- Le terme « **MARCHE FINANCIER** » est réservé aux marchés cotés (bourse, autres titres) et aux marchés de gré à gré des nouveaux produits financiers (OTC : Over The Counter), dont fait partie le marché des changes que nous avons déjà analysé.
- A contrario, les activités de crédits, de prêts et de détention de créances sont des **EMPLOIS FINANCIERS** et donc, selon les dogmes, ces activités ne font pas partie des marchés financiers.
- De plus, les banques ne sont pas les seules à prêter puisqu'il y a aussi les sociétés de crédit, de crédit-bail et de location : une raison de plus pour ne pas parler des choses qui fâchent.

# ALTER-EUROPA

Bases des Statistiques Zone Euro (19): 31/12/2010

Mise à jour : 30/06/2012

Par contre, c'est bien à partir de cette base (les emplois et les ressources des banques) que se sont développés les produits dérivés : il y a donc bien un **MARCHE OTC DES CREDITS, DES PRETS ET DES DETENTIONS DE CREANCES**, de plus en plus démesuré, représentant des risques de plus en plus importants que les banquiers vendent à nos Fonds de Pension, à nos Fonds d'Investissement et à nos Assureurs sous des emballages enchanteurs.

Et donc, avant d'analyser les **PRODUITS DERIVES** liés à ce « **MARCHE DES TAUX D'INTERET** », il faut garder à l'esprit que, au sens figuré, « **dérive** » signifie : « *le fait de s'éloigner de la normalité* » : c'est bien le sens que l'on peut donner à « **dérivé** » et aux « **produits dérivés** ».

Le sous-jacent du « **Marché (des produits dérivés) des taux d'intérêt** » est donc bien « Le marché des crédits, des prêts et de détentions de créances » sur lequel des milliers d'intervenants empruntent et prêtent de l'argent, à des « secteurs institutionnels » (selon le langage des comptables nationaux), et selon des règles qui, selon les dogmes de l'Union Européenne, devraient « *garantir le jeu d'une concurrence libre et non faussée* ».

Depuis les grandes réformes de la « libéralisation » des années quatre-vingt, ce genre de garantie de la concurrence, c'est toujours bon pour les uns ou pour les autres, mais surtout pas pour la Haute Finance.

C'est bien ce que nous allons montrer.

Sous l'angle des ressources comme sous celui des emplois, les pratiques ont bien changé au point que nous sommes en droit de nous poser la question de l'utilité des banques pour la collectivité.

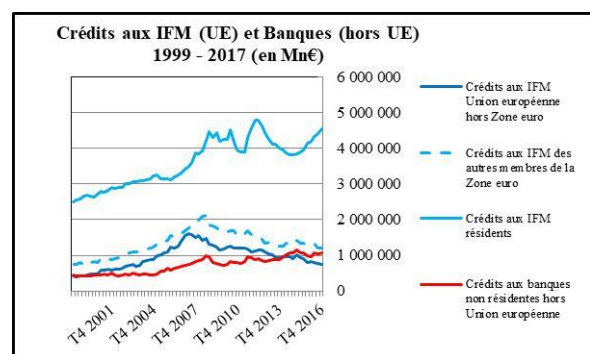
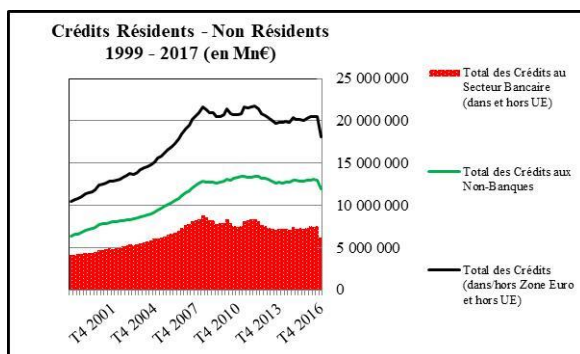
Le but de ces analyses est de bien comprendre :

- pourquoi il y a des dérives ?
- pourquoi il y a des risques ?
- quels sont ces risques ?
- pourquoi certains risques sont-ils plus grands que d'autres ?
- et en quoi le risque global a augmenté ?

## LES EMPLOIS DES BANQUES.

### Crédits et Prêts des IFM aux Résidents et Non-Résidents.

Les banques font des crédits et des prêts à des résidents et des non-résidents : ce sont leurs « emplois ».



Sur le premier graphique, nous pouvons découvrir que ce marché, destiné initialement aux Crédits et Prêts à l'Economie Réelle, a (encore) servi les intérêts du secteur bancaire pour plus de 1/3 du total.

Quand les banques peuvent bénéficier du « *système des nouvelles libertés* » (néo-libéralisme), elles en profitent bien sûr pour privilégier la consanguinité et les « petites » fuites :

- crédits et prêts aux (autres) banques résidentes (IFM) pour ± 4.500 milliards euros fin 2016 ;
- crédits et prêts aux (autres) banques de la zone euro (IFM) pour ± 1.200 milliards euros ;
- crédits et prêts aux (autres) banques de l'Union Européenne-non euro (IFM) pour ± 800 milliards euros ;
- crédits et prêts aux (autres) banques en-dehors de l'Union Européenne pour ± 1.000 milliards euros.

A aucun moment dans les statistiques officielles, il n'est possible de distinguer leurs filiales :

- des autres IFM (en zone euro) ;
- des autres banques (hors zone euro) ;
- des autres bénéficiaires non-bancaires hors zone euro (inclus dans le total des Crédits Non-Banques pour ± 1.000 milliards euros).

# ALTER-EUROPA

Bases des Statistiques Zone Euro (19): 31/12/2010

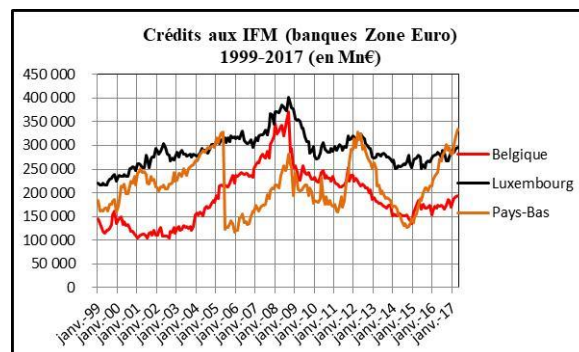
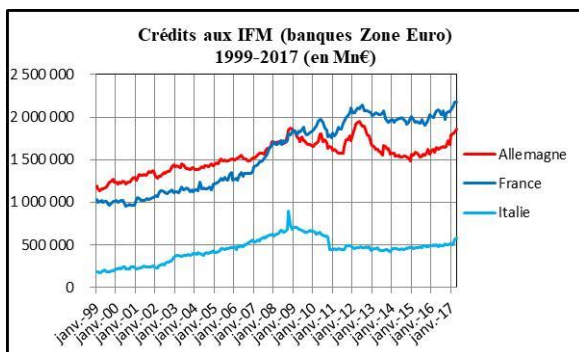
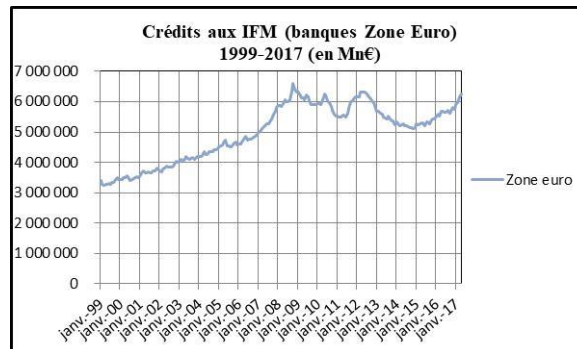
Mise à jour : 30/06/2012

Or, cette dispersion des crédits et des prêts « consanguins » leur permet de s'échapper du « **carcan des nations** » qui les ont fait naître, qui les enrichissent constamment et qui les renflouent à la moindre occasion (quand ils ont perdu de l'argent dans leurs opérations de casino). Crédits et Prêts des IFM aux Autres IFM résidentes par pays.

Nous allons donc développer les analyses de ces 6.000 milliards d'euros prêtés aux autres IFM – dans leur propre pays, dans d'autres pays en Zone Euro et dans les autres pays de l'Union Européenne.

Sur les graphiques suivants, nous découvrons que :

- Les deux pays les plus « consanguins » en taille sont la France et l'Allemagne. Les banques de ces deux pays nous cachent sans doute bien des choses car, à elles seules, elles absorbent  $\pm 2/3$  de ces opérations intra-sectorielles.
- En valeur relative, les pays les plus actifs sont les « pays à facilités » : Luxembourg, Pays-Bas et Belgique.
- Par contre, l'Italie est frappée de plein fouet par une crise de confiance au sein même de son secteur financier.

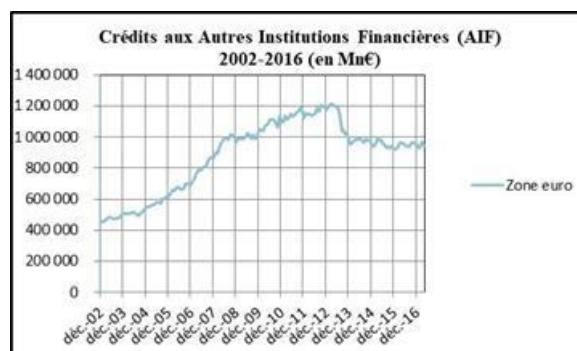


## Crédits et Prêts des IFM aux Autres Institutions Financières (AIF) par pays.

Une des stratégies de la Haute Finance (banquiers et assureurs) est de créer des Autres Institutions Financières (AIF) pour démultiplier leur puissance de tir... et surtout leurs marges.

Parmi celles-ci, les banques ont démultiplié les Sociétés de Crédit en les spécialisant à toutes les sauces (crédit-bail, location et autres, secteur immobilier, automobile, consommation, ...) en refusant de plus en plus de prêter de l'argent aux particuliers et aux entreprises.

Elles ont également développé ce type de sociétés pour libérer leurs bilans de leurs crédits et prêts et, donc, pour « rentrer dans le moule » des exigences de la BRI (Bâle II et bientôt Bâle III) en matière de ratios (solvabilité et liquidité).



Les premières moutures de cette « libéralisation » ont ciblé le portage des Actifs Monétaires (crédits de trésorerie, prêts de consommation à court terme et même cartes bancaires) avec les OPCVM-Monétaires.

# ALTER-EUROPA

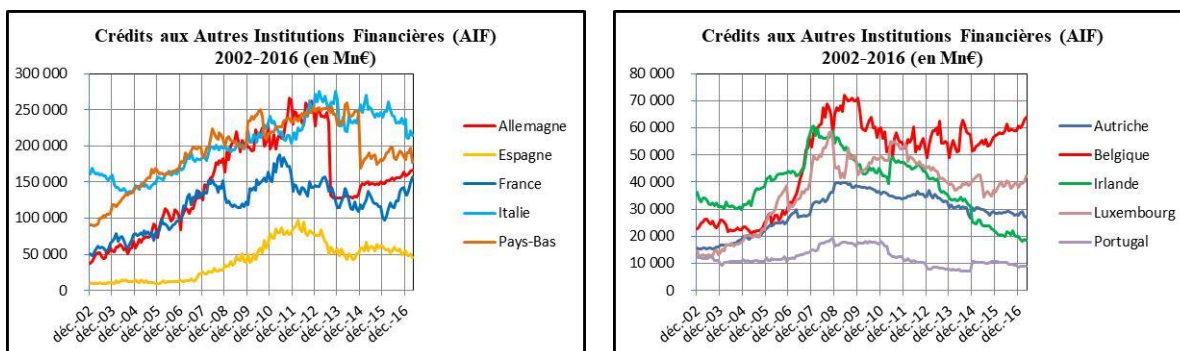
Bases des Statistiques Zone Euro (19): 31/12/2010

Mise à jour : 30/06/2012

Enfin, comme tout ce beau monde de la Haute Finance et des transnationales, les banques créent de plus en plus de structures « boîte-aux-lettres » qui ne rentrent pas dans la catégorie des AIF mais qui utilisent cette même technique des « crédits et prêts » pour leur donner plus d'autonomie (et moins de transparence) ; les juristes parlent fraude fiscale, de blanchiment et de recel.

Au niveau de la Zone euro, le milliard d'euros « prêté » à ces AIF apparaît bien modeste... mais dans l'optique de la Haute Finance, « le milliard fait des petits » grâce à son effet multiplicateur.

Mais c'est l'analyse dans le détail qui va nous ouvrir quelques pistes :



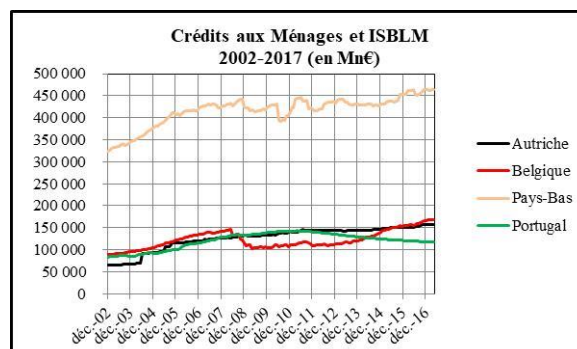
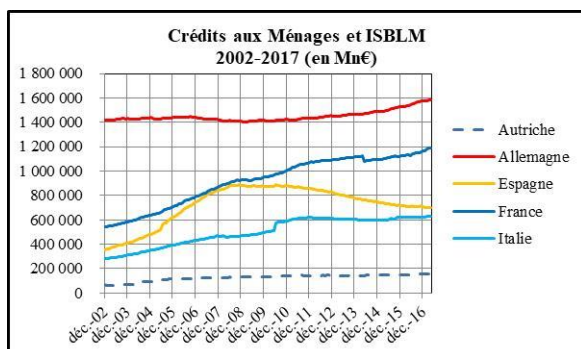
Entre fin 2002 et fin 2016, ces Crédits et Prêts aux AIF ont doublé en Zone Euro (+100,9%) mais les écarts sont spectaculaires : +396,6% en Espagne ; +317% en Allemagne ; +162,9% en France ; +165,8% en Belgique ; +159,5% au Luxembourg ; + 78,4% en Autriche ; -44,7% en Irlande...

Le forcing des Sociétés de Crédit en Italie, en Allemagne, en France, en Espagne, en Belgique et en Irlande a été manifeste avant l'apparition des premiers soubresauts entre 2007 et 2010.

Mais, à ce stade, les progressions des Autres Institutions Financières aux Pays-Bas, en Autriche, au Luxembourg et même en Belgique sont liées aux activités de dumping fiscal que nous analyserons dans une partie consacrée aux grands acteurs de la Haute Finance en Zone Euro.

## Crédits et Prêts des IFM aux Ménages et ISBLM

L'Administration a bien sûr multiplié les compartiments : elle comptabilise les Ménages et les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages. C'est merveilleux et probablement inutile mais « ça fait sérieux ».



# ALTER-EUROPA

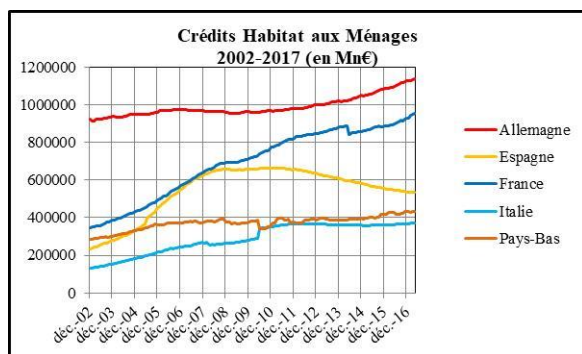
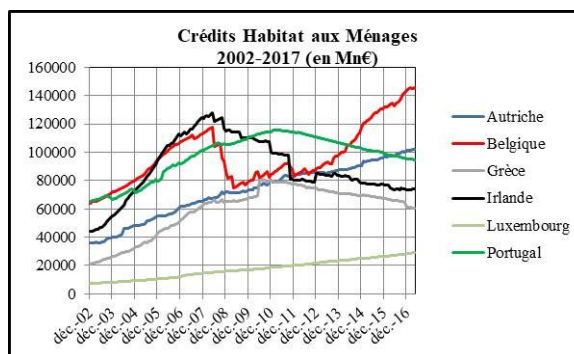
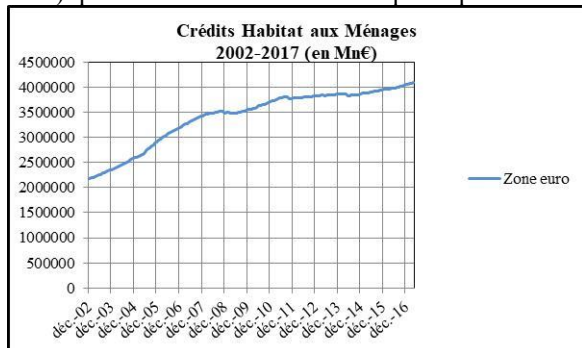
Bases des Statistiques Zone Euro (19): 31/12/2010

Mise à jour : 30/06/2012

Au total, les ménages de la Zone Euro ont bénéficié de Crédits et de Prêts pour ± 5.500 milliards d'euros, en progression légère mais régulière. Les ménages qui ont le plus bénéficié des Crédits et Prêts des IFM sont en Allemagne (29% du total), en France (21,8%), en Espagne (12,8%), en Italie (11,5%) et aux Pays-Bas (8,5%).

L'analyse par destination montre que ±75% de ces prêts concernent l'Habitat (4.100 milliards euros) dont Allemagne (27,8% du total), France (22,9%), Espagne (13,3%), Pays-Bas (10,6%) et Italie (9,1%), soit ±85% du total.

La bulle immobilière a déjà fait des dégâts en Espagne et elle commence à pointer son nez en Allemagne : encore une inconscience des banquiers commerciaux, et surtout de la BCE qui a toujours considéré que « les garanties et les privilèges » protègent les créanciers ! Autrement dit, la bulle américaine des MBS (Mortgage Backed Securities) et la faillite de LEHMAN BROTHERS n'ont pas servi de leçon : la Haute Finance est gérée par des gens (souvent très jeunes) qui n'ont aucune mémoire et qui méprisent l'Histoire.



Connaissant le sort des emprunteurs espagnols, victimes d'un éclatement de la bulle immobilière, les emprunteurs des pays les plus endettés sont suspendus au Marché de l'Emploi et à l'évolution du Revenu Net Disponible (après taxes et cotisations, et après « les réformes » en matière de Contributions Sociales et divers Transferts).

Les statistiques de l'OCDE sont éloquentes sur le sujet : à part en Allemagne et aux Pays-Bas, les Revenus Nets Disponibles n'évoluent guère en Zone Euro.

A la moindre remontée des taux d'intérêt, ou si de nouvelles « réformes » écrasent un peu plus les classes moyennes et les salariés à faibles revenus, de nouvelles bulles éclateront.

Revenu disponible des ménages Net, Taux de croissance annuel (%), 1999 - 2015

Pays	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Allemagne	1.8	1.0	2.5	-0.5	0.8	0.5	0.4	1.0	0.4	1.1	-0.1	0.7	1.0	0.9	0.6	1.4	2.5
Belgique	1.8	2.0	2.4	-0.2	0.2	0.1	0.9	2.0	2.0	2.2	1.8	-0.6	-0.5	0.2	-0.1	0.7	0.7
Espagne	..	5.3	3.3	3.4	4.0	3.0	2.9	2.1	1.2	2.4	3.4	-2.9	-1.2	-5.5	-1.7	0.5	2.1
France	2.7	3.3	3.0	3.0	1.0	2.1	0.9	2.1	2.8	0.3	1.8	1.4	0.4	-0.3	0.1	1.0	1.3
Italie	1.1	1.1	2.7	1.1	0.7	1.4	0.6	1.0	1.2	-1.1	-1.9	-1.4	-0.6	-4.9	-0.7	0.4	0.7
Pays-Bas	3.3	2.6	5.9	0.6	-0.4	0.0	-0.1	3.3	1.9	0.2	1.7	-0.0	0.8	-0.8	-1.2	-0.2	2.2
Zone euro	..	..	3.0	1.4	1.3	1.7	1.0	1.8	1.6	0.7	0.5	-0.4	-0.3	-1.4	-0.4	0.8	1.8

Les données sont basées sur le Système de Comptabilité Nationale de 2008 (SCN 2008) pour tous les pays sauf le Chili, le Japon et la Turquie où les données sont basées sur le SCN 1993. Informations sur les données concernant Israël : <http://oe.cd/israel-disclaimer>

.. Non disponible; | Rupture de série; e Valeur estimée; f Prévision; x Sans objet; p Donnée provisoire; s Griève; + Néant.

La France est bien sûr le pays le plus menacé en la matière car « les réformes » touchent systématiquement les revenus modestes alors que, dans le même temps, les dérives des Finances Publiques sont dues aux cadeaux démesurés de l'Exécutif (Premier Ministre, Ministère des Finances en France) aux multinationales, dirigées en fait par les assureurs (AXA en tête) et par les banquiers les plus influents (BNP-PARIBAS-FORTIS, SOCIETE GENERALE, ...).

Quand le président du MEDEF (1) arbore de UN MILLION D'EMPLOIS, il milliards (43 MD€) de cadeaux fiscaux parmi lesquels figurent les groupes banques françaises, les groupes de la multinationales.



fièrement un Pin's promettant la création obtient rapidement QUARANTE-TROIS et sociaux pour ses donateurs d'ordre (2) d'assurances (AXA et autres), les Grande Distribution et toutes les

Sachant que la Haute Finance nomme les directeurs des relations humaines pour entreprises qu'elle contrôle malgré un actionariat de façade, on comprend facilement les mobiles de l'opération de séduction.

PDG, les directeurs financiers et les imposer « une bonne gouvernance » aux

En clair, les entreprises du CAC 40 ont versé à leurs actionnaires (banques, assurances, fonds d'investissement et fonds de pension) des dividendes à hauteur de 55,7 milliards d'euros en 2016 et 45 milliards d'euros en 2017 : les laquais du système néo-libéral ont donc réalisé « une bonne gouvernance ».

## Crédits et Prêts des IFM aux Administrations Publiques

Les Administrations Publiques regroupent ici toutes les Administrations Centrales (APUC), les Collectivités Territoriales (APUL) et les Organismes de Sécurité Sociale (ASSOC).

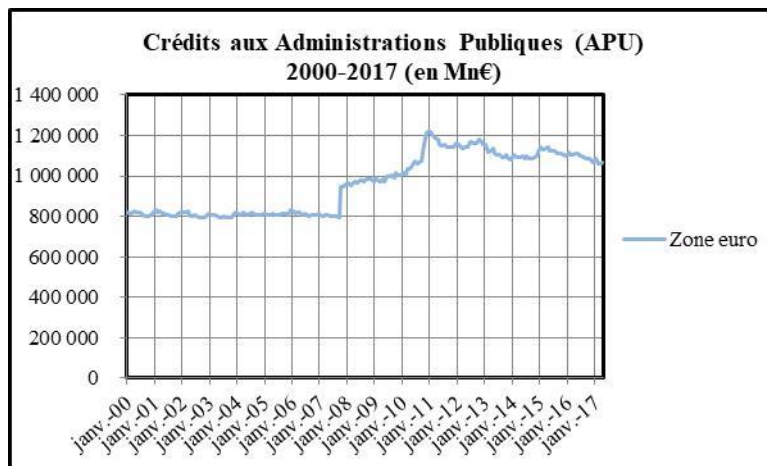
**Le système néo-libéral s'est réservé la part du lion en interdisant aux Gouvernements de financer la Dette Publique par le biais des Crédits et des Prêts, et donc « le Marché de Libre-Concurrence » oblige les Etats à émettre des Bons Etat... qui ne passent plus par le Trésor mais par les Banques.**

Au passage, les banques prennent quelques « pips » avant de « fourguer » la marchandise aux groupes d'assurances, fonds de pension, fonds d'investissement et même à la BCE ! Pour une masse de Bons Etat de près de 10.000.000.000.000 euros, émis à une valeur faciale de 100, les banques prennent non pas « un pip » mais souvent plusieurs centaines de « pips ».

Si elles achètent les Bons Etat à 98 pour les revendre à 98,5 aux assureurs, la marge engrangée depuis le démarrage de cette « merveilleuse » manipulation peut se chiffrer à 50 milliards au niveau de la Zone Euro.

Les banquiers de la Zone Euro ne sont pas très virulents quand ils réclament la réduction de la dette publique.

Logique, non ?



Par contre, sous la pression des « règles de Maastricht », les gouvernements ont reporté sur les Autres Administrations le poids de leurs propres déficits, surtout depuis le sauvetage de la Haute Finance dès la fin 2007.

Les Gouvernements de tous les pays européens ont donc racheté les Bons Etat « pourris », accumulés par la Haute Finance (surtout par les Groupes Assurance, les Fonds de Pension et les Fonds d'Investissement), en alourdissant la Dette Publique de plus de 30% en moyenne européenne (mais de 50% en France sous SARORZY-FILLON).

Une aubaine pour les banquiers !

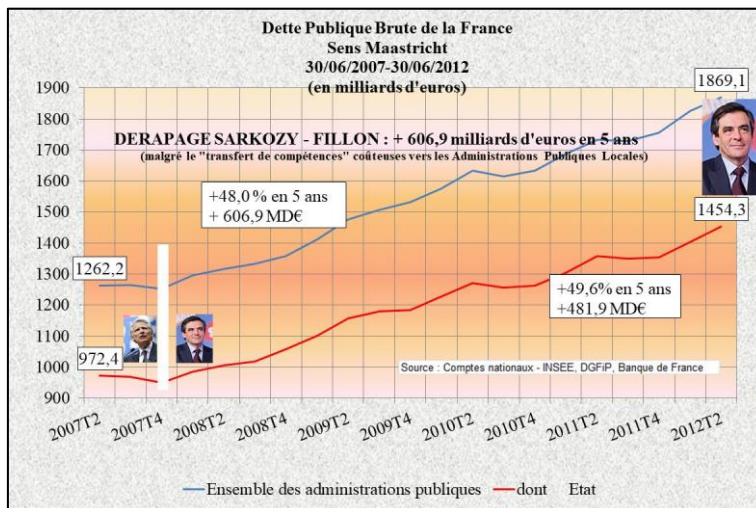
1. **Pierre GATTAZ**, président du MEDEF, Organisation Patronale (des multinationales) en France, Employers Organization in France.

2. **FRANCE CULTURE - Le billet économique - par Marie VIENNOT, le 30/09/2016** : « 43 milliards d'euros c'est le montant de la créance que les entreprises ont déclaré avoir sur l'Etat pour le CICE et 27 milliards, c'est le montant que cela a effectivement coûté à l'Etat au 31 juillet 2016[...]. A ces 27 milliards, on pourrait ajouter les 9 milliards d'euros du pacte de responsabilité, qui exonère les entreprises de cotisations patronales et fait donc lui aussi baisser le coût du travail pour les entreprises. Vous pourrez donc parfois lire le chiffre de 36 milliards d'euros, comme me l'a suggéré un fidèle auditeur ». **En réalité, les allègements obtenus et à obtenir se chiffreront à plus de 20 milliards d'euros par an.**

# ALTER-EUROPA

Bases des Statistiques Zone Euro (19): 31/12/2010

Mise à jour : 30/06/2012



Toutes les Administrations ont été mises à la diète.

Elles ont donc « hérité » de gros budgets en matière d'éducation, de santé (hôpitaux), de la gestion de la pauvreté (RMI-RSA en France), de l'entretien des routes... **sans bénéficier des recettes correspondantes.**

# ALTER-EUROPA

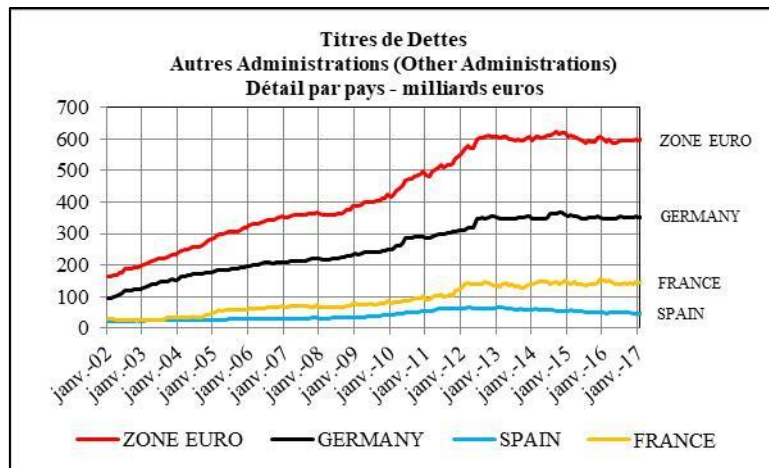
Bases des Statistiques Zone Euro (19): 31/12/2010

Mise à jour : 30/06/2012

## CONSEQUENCE ?

Les Autres Administrations ont dû s'endetter en négociant cette fois directement avec les banques pour obtenir des Crédits et des Prêts allant de 797,3 MD€ en fin septembre 2007 à jusqu'à 1.217,9 MD€ à fin décembre 2010.

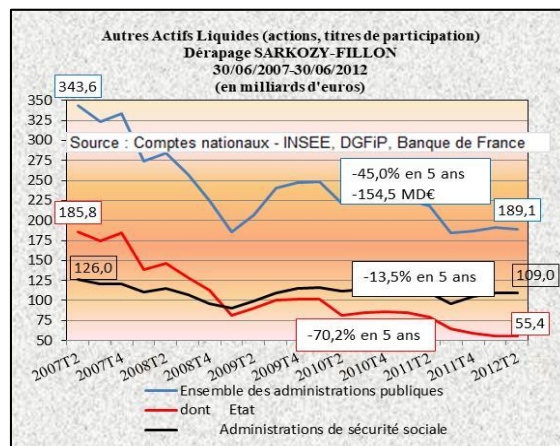
En plus des Crédits et des Prêts, les Autres Administrations ont dû émettre des Titres de Dettes complémentaires, faisant passer l'encours de 369 MD€ à fin 2007 à 598 MD€ à fin 2016.



Les citoyens européens ont donc subi de plein fouet les hausses de taxes et impôts locaux en même temps qu'une baisse des prestations sociales et médicales.

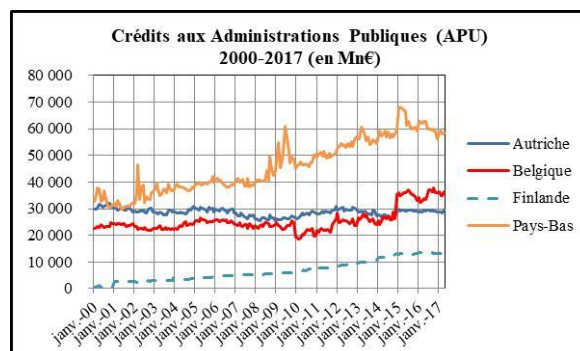
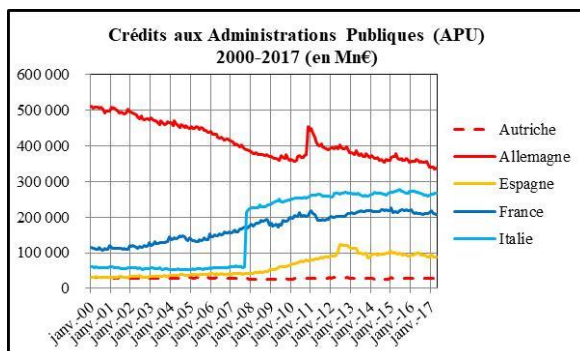
En parallèle, en France, l'Exécutif (Premier-Ministre, et Ministre des Finances) a accordé ses largesses habituelles aux Banquiers, Assureurs et Multinationales.

Et, bien sûr, réformes obligent, le couple SARKOZY-FILLON a « privatisé » quelques bijoux de famille pour se désendetter.



L'analyse par pays est la suivante :

- L'Italie, la France et les Pays-Bas ont sauvé la Haute Finance en endettant les Autres Administrations ;
- L'Allemagne et la Belgique ont surtout augmenté la Dette Publique de l'Administration Centrale.



CONCLUSION : AU DELA DE TOUS CES CHIFFRES, CE QU'IL FAUT RETENIR.

## Les banques sont-elles utiles à la Collectivité ?

Le discours officiel est généralement le suivant :

*« Les banques commerciales jouent un rôle d'intermédiation en collectant des liquidités auprès des agents économiques pour les transformer en crédits et en prêts à l'Economie ».*

## Qu'en est-il vraiment ?

La réponse à cette question va malheureusement toujours dans le même sens que les analyses précédentes sur la Bourse, sur le Marché des Autres Titres et sur le Marché des Changes : les banques commerciales ont à nouveau détourné le Marché des Crédits, des Prêts et des Détentions de Créances à leur profit, en obtenant le droit de « racketter » tous les agents économiques qui ne font pas partie de leur réseau proche ou de leur sphère d'intérêt.

Et donc, une fois de plus, la question de départ se révèle pertinente :

## « Faut-il interdire les Marchés Financiers à la Haute Finance ? ».

### **Ce cinquième article a permis de mettre en perspective les phénomènes suivants.**

Les Marchés Financiers traditionnels (Bourse, Marché des Titres de Dette, Marché des Changes) ont été phagocytés par les Banques.

Le Marché des Crédits, des Prêts et des Détentions de Créances n'échappe pas à cette règle.

En effet, la création de LA MONNAIE n'est plus liée à l'Economie Réelle, ni à la détention de Métaux Précieux, ni même à la constitution d'une Epargne préalable : elle naît et se développe à partir d'un ordinateur, mis à la disposition de la BCE et du SEBC qui, sur un simple « click », ouvre le robinet des liquidités.

### **Petit bémol : le robinet n'est accessible qu'à une cinquantaine de groupes bancaires et financiers en Zone Euro.**

A contrario, les agents économiques ne peuvent surtout pas s'approcher du robinet et les verres d'eau qu'ils arrivent à obtenir leur sont « vendus » à un prix démesuré.

### **Comment voulez-vous créer autre chose que de la déflation et une misère généralisée quand LA MONNAIE ne crée plus rien d'autre que des ENRICHISSEMENTS SANS CAUSE : c'est un système maffieux.**

L'intrusion des Banques et de leurs filiales - comme emprunteurs - sur le Marché des Crédits, des Prêts et Détentions de Créances est encore plus grave depuis la création de l'euro : **le système financier devient consanguin.**

Et donc, la crise de 2007-2010 n'a pas été résolue, et elle ne le sera sans doute pas avec le SYSTEME MONETAIRE ACTUEL et surtout en reconduisant le SYSTEME DES BANQUES CENTRALES.

Certes, LES EXPERTS ne seront pas de notre avis mais, dans les faits, LA HAUTE FINANCE ne nous contredit pas.

C'est ce que nous allons prouver dans le prochain article mais nous reviendrons plus largement sur ce sujet dans l'ANALYSE DU RISQUE GLOBAL (la version actuelle sera enrichie) avant de décréter quoi que ce soit.

**Mais, dès le prochain article (que nous allons enfin publier en fin 2018), l'ANALYSE DU MARCHÉ DES PRODUITS DERIVES va nous révéler (entre autres choses) LA MEFIANCE ET LA PEUR DES GRANDS ACTEURS ACTUELS.**

JUNON Moneta

ALTER-EUROPA

*Pour une Autre Europe...*

*Et (bien sûr) pour un Autre Euro...*